

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

NOS DÉCHETS NOUS COÛTENT CHERS...



Zineb Zouaoui

L'état de propreté d'une ville est un enjeu important dans la vie des habitants. Il contribue à leur bien-être, mais aussi à leur perception de la qualité du service public.

Chaque jour, 85 agents de la propreté de la Ville de Gennevilliers collectent les encombrants, effacent les tags, nettoient les rues et les places de notre ville.

Chaque année, 898,08 tonnes de déchets que les Gennevillois-es et ceux qui viennent y travailler produisent et qu'il faut ramasser, trier et valoriser!

En parallèle, les comportements de ceux qui salissent et polluent nos rues ne baissent pas! Ce sont environ 175 855€ que nous pourrions investir ailleurs...

Avec la nouvelle application de la ville, nous nous inscrivons dans l'objectif d'associer les Gennevillois-es à nos actions en matière d'entretien de l'espace public. Ce nouveau dispositif permettra à l'ensemble de nos services et de nos agents d'être mobilisés.

Notre service public contribuera indéniablement à améliorer la réactivité des agents, la qualité des interventions, leur coordination et à répondre aux attentes légitimes des Gennevillois-es.

Notre service municipal et l'Établissement Public Territorial (EPT) Boucle Nord de Seine s'investissent au quotidien pour préserver et améliorer le cadre de vie des Gennevillois-es.

Cependant, nous avons collectivement un défi à relever : la réduction de la quantité de déchets. Cela interroge nos habitudes de consommation à toutes et tous.

Nous participerons ainsi à la transition écologique de notre ville.

Pour télécharger Gennevilliers Lappli :

- App Store : <https://apps.apple.com/us/app/gennevilliers-lappli/id6466400097>

- Play Store : <https://play.google.com/store/apps/details?id=fr.neocity.gennevilliers>

GROUPE SOCIALISTE, RÉPUBLICAIN, CITOYEN

L'ÉTAT VEUT JETER LES CITOYENS DANS LES BRAS DU PRIVÉ



Laurent Noël

Le mois dernier nous vous faisons part de nos inquiétudes sur les capacités de Gabriel Attal de tenir ces promesses d'un enseignant par classe et lui décernions par anticipation un bonnet d'âne pour sa rentrée.

Hélas pour nous, cette gratification n'est pas usurpée!

Nous avons vécu la pire rentrée scolaire de notre histoire et à l'heure où nous écrivons ces lignes, et ce malgré une très forte mobilisation des enseignants, des parents et de vos élus, la situation reste très fragile. Comment pourrait-il en être autrement, chaque année nous devons nous mobiliser davantage pour sauver l'essentiel face à une institution qui ne nous écoute plus.

L'Éducation nationale n'est hélas pas le seul service public « en panne » ; que dire de l'Hôpital en mal de soignants et désorganisé à l'extrême ; que dire encore des transports publics dépecés minutieusement ; une liste exhaustive ne tiendrait pas dans cette colonne...

Un état qui voudrait envoyer les citoyens dans les bras du privé s'y prendrait-il autrement ? Non!

C'est bien l'intérêt général qui est mis à la casse par ce gouvernement.

Vos élus du groupe socialiste et républicain sont mobilisés à vos côtés. Plus nous serons nombreux plus nous serons efficaces!

Pour nous joindre...

Groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr
01 40 85 63 56

GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/ EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS

UN CHEMIN DÈS À PRÉSENT



Richard Merra

Se priver « d'un récit » qui fasse rêver freinerait la dynamique socio-écologiste. Il faudrait en effet en opposer un, à « l'expansion illimitée » distribuée sur « le mérite » ou sur une « identité légitime » imaginé par les Libéraux et les Populistes.

Or, ces récits relatifs à de lents parcours individuels et familiaux sont inadaptés à ce présent comprimé par l'accélération du dérèglement climatique.

C'est la jeunesse qui par nature vit la succession de temps instantanés qui perçoit le mieux cette accélération. Aussi, est-elle indignée par le statu quo qui espère encore un peu s'approprier les ressources naturelles.

C'est bien sa colère qui débouche sur des mobilisations civiques. Une colère alimentée aussi par un gouvernement plus sensible aux rapports de forces qu'aux règles démocratiques.

Colère juste, car au service d'une cause universelle. Elle surprend par la cohérence d'une expression qui enregistre des victoires.

Les actions non-violentes, menées contre des projets d'une autre époque (autoroutes, routes, aéroports...), et contre la privatisation de ressources naturelles (méga-bassines, déforestations, pipelines gazier...) sont néanmoins qualifiées « d'écoterrorisme ». Rien d'étonnant, puisque ce gouvernement désormais dépendant de la doctrine d'extrême droite oppose la force policière à l'expression politique. Le glissement vers un autoritarisme « i-libéral » est bien réel.

Qu'en est-il de la stratégie de l'État ? Sous la pression des lobbys et de la Finance, il continue de « jouer la montre ». Il propose encore et toujours un récit du temps long, sans ambition pour le court terme qui est une vraie question. Il répond par quelques réglementations jamais accompagnées financièrement. Il est tétanisé par le calendrier des rythmes électoraux et substitue une gestion au « coup par coup » à une vision politique.

Les luttes d'aujourd'hui sont dictées par l'urgence. Elles ne sont pas pour autant incohérentes, car les connaissances scientifiques et le logiciel écologiste qui les structurent ont des fondements anciens et solides. La jeunesse qui montre une capacité à percevoir ces enjeux agit ici et maintenant. Cette étonnante maturité vaut peut-être plus qu'un récit.

UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR, UN ENJEU ESSENTIEL



Sonia Blanc

Ces dernières années, les alertes et recommandations sanitaires en cas de forte pollution atmosphérique se sont démultipliées. Nombreux sont les effets de la pollution de l'air sur notre santé : irritations oculaires ou respiratoires, exacerbation des troubles cardiovasculaires et respiratoires, AVC, des troubles du développement de l'enfant, des cancers... voire des décès. En France, c'est le 3^e facteur de décès prématurés (48 000 par an). Cette pollution a également des conséquences sur l'agriculture (perte de rendement) et les écosystèmes (perte de biodiversité).

L'amélioration de la qualité de l'air (à l'intérieur et à l'extérieur) est désormais une préoccupation majeure qui suppose au préalable la réduction des émissions de polluants dans tous les secteurs. Nous sommes tous concernés : habitants, collectivités, entreprises et associations.

Les leviers sont divers : nouvelles motorisations, transports en commun, rénovation énergétique, chauffage écologique, constructions éco-responsables, agriculture... Tout le monde doit y contribuer à sa mesure, mais nous ne disposons pas tous des mêmes moyens utiles.

Si certaines aides existent, pour les plus précaires, elles restent insuffisantes, ce qui constitue un frein à l'adoption des nouvelles pratiques permettant un impact réel sur l'émission des polluants en cause.

Notre ville a une politique volontariste et incitative : action contre le gaspillage alimentaire, développement des pistes cyclables, aides à l'achat de cycles, transports en commun, valorisation du port et du développement du transport fluvial, densification raisonnée des zones urbaines, développement et protection des espaces verts et végétalisés, en matière de construction... Mais il reste encore beaucoup à faire.

Le groupe d'union des Gennevillois-e-s soutient les acteurs œuvrant à l'amélioration de notre cadre de vie et de préservation de notre santé.

ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

CONTRIBUTION NON PARVENUE

LES GENNEVILLOIS

ÉDUCATION : PARLONS UN PEU DU FOND



Laetitia Ghirardi

La rentrée scolaire a une nouvelle fois laissé des traces. Un ministre qui annonce un professeur devant chaque élève, alors qu'il sait que cette promesse ne sera pas tenue. Un ministre qui, pour faire diversion, crée une fausse polémique sur les abayas, alors que le sujet concerne 300 cas sur 12 000 000 d'élèves. Dans les faits, ces effets de manche sont là pour occuper le terrain médiatique, quand les problèmes de fond demeurent et s'enracinent. À Gennevilliers, comme ailleurs, nos enfants pâtissent au quotidien de cette façon de faire de la politique, qui ne règle rien. L'éducation de nos enfants est un sujet bien trop important pour ne pas parler de certains dysfonctionnements.

Parlons donc du fond. Cela fait un moment que, pour compenser les démissions d'enseignants, des professeurs en herbe sont recrutés à Pôle Emploi, via des « job dating ». Sans remettre en question leur niveau de qualification, être diplômé dans un domaine ne confère pas automatiquement les qualités requises pour enseigner : la pédagogie c'est un métier et cela s'apprend. Or, depuis la suppression de l'IUFM, nous avons clairement perdu en qualité de formation et cela ne manque pas de se faire ressentir auprès des élèves. Pour cette rentrée, certaines classes étaient privées d'enseignants tout court, autant vous dire que la question de la formation des professeurs, pourtant primordiale, est passée à la trappe.

Parlons aussi de l'inclusion du handicap, à l'œuvre dans nos écoles. Si elle relève d'une intention louable, elle est aussi motivée par des visées d'économie budgétaire : les structures adaptées type IME/CMP de jour, cela coûte cher mais il faut en ouvrir, pas les fermer. Quant à l'inclusion du handicap à l'école, elle peut avoir, si elle est mal organisée, des effets délétères : quand les moyens ne suivent pas, à savoir un nombre d'AESH suffisant, elle peut pénaliser les jeunes concernés ; quand le handicap est important, une place en structure adaptée doit être parfois privilégiée. Or, trop souvent, le manque de moyens sur cette question cruciale s'ajoute à des classes surchargées ce qui, in fine, dessert tous les élèves.

Localement, hommage doit être rendu aux parents, mobilisés pour dénoncer le manque d'enseignants et d'AESH, ou les problèmes d'affectation liés à Parcoursup, contraignant certains étudiants à changer de voie. Grâce à leur action, l'Éducation nationale et la Mairie ont dû se bouger et trouver des solutions pour des élèves qui ont perdu un temps précieux. Autre point : la crèche associative 'La Mayotte' doit ouvrir ses portes en novembre et accueillir des enfants avec prisme autistique, favorisant ainsi leur inclusion, tout en élargissant l'offre éducative existante (avec l'UEMA de la maternelle Aguado). Ce sera un soulagement pour les parents concernés, reste à espérer que les Gennevillois seront prioritaires.

LES RÉPUBLICAINS

ÉDUCATION : SAUVONS NOS ENFANTS



Philippe Hallais

Le nouveau ministre de l'éducation a pris, à juste titre, le contre-pied de son prédécesseur, notamment sur les questions de harcèlement scolaire et de l'abaya. Néanmoins, le chantier de l'éducation reste immense.

Les niveaux d'instruction sont très bas comparés à ceux des autres pays européens. Les éléments de base (lecture, expression, mathématiques) ne sont pas acquis par tous les élèves à l'entrée en sixième. Les tests internationaux PISA montrent hélas une dégradation des connaissances en mathématiques de nos élèves de troisième. Certains professeurs bien souvent sont embauchés malgré leur niveau relativement insuffisant.

Certaines idéologies s'incrument anormalement dans l'Éducation nationale. Il est scandaleux que nos élèves doivent subir les dérives du wokisme, du communautarisme et des questions de genre. Tous ces points n'ont aucun intérêt dans l'éducation et ne doivent pas être traités à l'école. De même, les questions écologiques, que le gouvernement veut imposer en classe de troisième, ne doivent pas angoisser nos jeunes et engendrer dans leur esprit une peur irrationnelle de l'avenir.

Les solutions doivent concerner en priorité la revalorisation des métiers de l'enseignement (formation, salaire, reconnaissance). Un examen pour l'entrée en sixième doit être mis en place pour filtrer les niveaux des élèves, comme cela se faisait à l'époque du certificat d'études. De même un statut du Brevet des collèges à la fin de la classe de troisième permettra d'orienter efficacement les élèves.

Enfin, un contrat de responsabilité parentale devra être établi. Ce contrat permettra à l'Éducation nationale d'aider les parents en difficulté comme de mettre à l'amende certains parents démissionnaires, sur la base éventuelle d'une réduction des allocations familiales.

La tâche est lourde, mais essentielle pour l'avenir de nos enfants. Souhaitons courage au nouveau ministre.

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DE GENNEVILLIERS MAGAZINE